

# COTE D'IVOIRE : DE LA FIN DE LA PACIFICATION IDEOLOGIQUE A L'AVENEMENT DE L'HOUPHOUETISME HUMANISTE (1964-1966)

**Yao Clément KOUADIO**

Université Péléforo Gon Coulibaly de Korbogo  
clementkyao@gmail.com

**Yao Marcel KOUAKOU**

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa,  
yaomarcel1650@gmail.com

## Résumé

*Depuis sa création en avril 1946, le PDCI-RDA a connu des crises politiques multiformes dans son évolution. Toutefois, à l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, la volonté d'instaurer l'unité et la paix au sein du nouvel État fut la nouvelle donne politique qui animait les nouvelles autorités. Cette ambition de faire de la Côte d'Ivoire un havre de paix est contrariée par une crise idéologique sans précédent qui ébranla le pays de 1962 à 1964. Cette crise et l'agitation indépendantiste des organisations clandestines de gauche du pays amènent le président Houphouët-Boigny à vouloir donner une image plus humaniste. Les événements antérieurs notamment les arrestations massives n'ont-ils pas influencé la nouvelle orientation du régime houphouëtiste? En d'autres termes, la décapitation de la jeunesse du rassemblement démocratique de Côte d'Ivoire et les arrestations massives dans le pays ont-elles influencé la décision du parti unique de changer de cap? En voulant donner une image plus humaniste, le régime houphouëtiste subissait-il des pressions? Le travail met un point d'honneur sur les purges au sein du Parti unique en instant sur la pacification ou la volonté de neutralisation idéologique et l'humanisme houphouëtiste, une politique de consolidation des acquis. Cette étude vise d'abord à établir un rapport entre la pacification idéologique brutale initiée par le parti unique et sa décision de donner une image plus humaniste, d'une part, et à analyser les enseignements de cette décision d'autre part.*

**Mots clés :** humanisme, houphouëtiste, idéologie, paix, pacification

## Abstract

*Since its creation in April 1946, the PDCI-RDA has experienced many political crises in its evolution. However, when Côte d'Ivoire gained independence, the new authorities were driven by a desire to establish unity and peace within the new state. This ambition to make Côte d'Ivoire a haven of peace was thwarted by an unprecedented ideological crisis that shook the country from 1962 to 1964. This crisis and the pro-independence agitation of the country's clandestine left-wing organisations led President Houphouët-Boigny to seek to project a more humanist image. Didn't previous events, particularly the mass arrests, influence the new orientation of the Houphouët-Boigny regime? In other words, did the decapitation of the youth of the Democratic Rally of Côte d'Ivoire and the mass arrests in the country influence the single party's decision to change course? Is the Houphouëtiste regime under pressure to present a more humanist image?*

*This study focuses on the purges within the single party, with an emphasis on pacification or the desire to neutralise ideology and Houphouëtiste humanism, a policy of consolidating gains. This study aims firstly to establish a link between the brutal ideological pacification initiated by the single party and its decision to present a more humanist image, and secondly to analyse the lessons learned from this decision.*

**Keywords :** *humanism, houphouëtiste, ideology, peace, pacification*

## Introduction

L'année 1960 marque une étape importante dans l'évolution politique de l'Afrique noire francophone. En effet, outre l'accession à l'indépendance des colonies de cette région de l'Afrique, on assiste à la disparition progressive du pluralisme idéologique qui y était en vigueur pendant la colonisation au profit du monolithisme politique.

La Côte d'Ivoire, tête de pont de la lutte contre le colonialisme français n'échappa pas à cette nouvelle donne politique post-indépendante. Pour les nouvelles autorités ivoiriennes issues de l'indépendance, le Parti unique est un facteur d'unité. Dès lors, dans tous les discours politiques, ce régime politique est présenté comme la panacée susceptible de mettre un terme aux maux du pays. Dans cette dynamique et peu après l'indépendance, Philippe Grégoire Yacé, Président de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire et secrétaire général du PDCI-RDA, indiquait que l'unité politique est un impératif national. Les Partis multiples sont facteurs de piétinement, de querelles mesquines dans un jeune État en voie de développement. Selon lui, le Parti unique permet de faire l'économie des crises politiques. (*Abidjan-Matin* : 1<sup>er</sup> octobre 1963).

Notre travail est une contribution scientifique sur l'histoire politique de la Côte d'Ivoire. Il soulève la question du rapport entre la pacification idéologique initiée au sein du parti unique ivoirien après l'indépendance et l'évolution de ce régime vers un visage plus humaniste. À travers cette problématique, nous allons mettre en évidence les insuffisances du parti unique et la sincérité ou non du climat de paix instauré à la suite de cette pacification idéologique. Deux objectifs sous-tendent cette étude scientifique. Premièrement, nous voulons montrer que les régimes à parti unique instaurés par les autorités issues des indépendances en Afrique noire francophone n'ont pas apporté la paix sociale telle qu'expliquée dans les déclarations et autres interviews tendant à montrer le bien-fondé de ce système. Quant au deuxième objectif, il vise à montrer que la

brutalisation de la vie politique sous le parti unique n'a aucunement mis fin au pluralisme des idéologies.

Pour réaliser le travail, le recours aux diverses sources s'est avéré nécessaire. Pour appréhender le thème de cette étude, nous l'articulons autour de deux grands axes. Le premier analyse la pacification idéologique ou les purges au sein du régime. Quant au deuxième axe, il évoque le climat de paix apparent qui règnera après la pacification idéologique.

## **1-Les purges au sein du régime ou la volonté d'imposer la paix**

Les purges au sein du régime ou la volonté d'imposer la paix se traduisent par la décapitation de la Jeunesse du Rassemblement démocratique africain de Côte d'Ivoire (JRDACI) et l'instauration d'un calme apparent au sein du régime du Parti unique. Elles sont caractérisées également par les arrestations des anciens leaders de la JRDACI.

### ***1-1-La décapitation de la JRDACI et l'instauration d'un calme apparent au sein du régime du Parti unique»***

La création d'un mouvement des jeunes au sein des sections territoriales du RDA avait été recommandée par les comités de coordination de 1955 et de 1957 qui ont émis « l'urgence de forger à l'intention des jeunes un instrument politique indépendant qui refuse l'assimilation d'où qu'elle vienne, un mouvement qui croit aux vertus cardinales des peuples et qui refuse tout complexe et tout paternalisme » (Rapport du comité de coordination du RDA tenu à Conakry du 8 au 11 juillet 1955).

Mais la création de la section ivoirienne de cette structure de jeunesse, voulue finalement par le Premier ministre Félix Houphouët-Boigny, ne parvint cependant pas à satisfaire les attentes de ce dernier. En effet, le comité exécutif mis en place à la fin des travaux du congrès constitutif de la JRDACI laissa le Premier ministre perplexe comme l'a écrit si bien Frédéric Grah Mel. Selon lui, Houphouët-Boigny avait espéré et même veillé à ce que ceux qui n'avaient pas été ses inconditionnels par le passé, les anciens de la FEANF notamment, ne mettent pas la main sur la direction de la jeune organisation. Or, c'était le courant qu'ils représentaient qui allait arracher l'élection de

l'instance dirigeante. Le secrétaire général, le Dr Amadou Koné symbolisait la quête de liberté du nouveau bureau. Mais plus d'un membre de son équipe illustrait le danger que celle-ci représentait aux yeux d'Houphouët (F. Grah Mel, 2003 : 748).

Ce danger tant redouté, évoqué ci-dessus par l'auteur, est plus que réel à l'issue des assises du PDCI-RDA de mars 1959. L'élection de Jean baptiste Mockey au poste de Secrétaire général du PDCI-RDA, avec la complicité des nouveaux dirigeants de la JRDACI achève de convaincre plus d'un militant de la victoire du courant de gauche sur un autre plus à droite. André Kouassi Kouakou est formel sur l'idéologie de ce courant, assimilable à une coalition. Pour lui, les jeunes universitaires de gauche ont souhaité que Mockey Jean Baptiste qui est un véritable homme de gauche convaincu, produit des Groupes d'Étude communiste, prenne la direction du PDCI-RDA. C'est ce qui explique la candidature de ce dernier au secrétariat général du PDCI-RDA lors du congrès de 1959 (André Kouassi Kouakou : entretien du 21 août 2016).

La victoire de Jean-Baptiste Mockey est celle du courant progressiste sur l'aile conservatrice du parti. Et pourtant, depuis 1950, le président du Comité de coordination n'entendait plus collaborer avec de telle idéologie. La voie de la collaboration avec la France impérialiste est celle dans laquelle le parti s'était résolument engagé. En dépit de la «neutralisation» de Jean Baptiste Mockey quelques mois après son élection, des signes évidents de divergence idéologique perduraient toujours au sein du régime du parti unique. Le président Houphouët-Boigny semblait conscient de cette situation si on se réfère à sa déclaration devant l'Assemblée nationale en 1961: «un de nos premiers soins est de consolider la paix à l'intérieur de notre État, l'unité de notre peuple. Rien ne sera réalisable si nous n'avons pas la paix chez nous » (*Fraternité* du 13 janvier 1961).

Cette position du Président Houphouët-Boigny à l'an un de l'indépendance appelle à des interrogations. Pourquoi une telle déclaration ? La paix en Côte d'Ivoire était-elle toujours menacée malgré l'accession du pays à la souveraineté en août 1960 ? La persistance des déclarations aux tons similaires permet de penser à de sérieuses divergences au sein du parti unique. Le discours de Félix Houphouët-Boigny en 1962 permet d'affirmer que les jeunes étaient la principale cible de ces différentes sorties. Selon lui, les Ivoiriens sont condamnés

à l'unité. Tout ce qui peut nuire à cette unité ou la contrarier doit être évité, voire même combattu sans faiblesse. Que les jeunes comprennent donc les sacrifices consentis en leur faveur par leurs aînés. Ceux des jeunes qui, par intérêts, inconscience ou légèreté, se font les agents d'idéologie extérieure et nocive contre l'indispensable unité du pays seront mis dans l'impossibilité de nuire (*Fraternité* du 15 janvier 1962.).

En dépit de l'indépendance de la Côte d'Ivoire obtenue le 7 août 1960, les discours des autorités politiques laissaient toujours présager des moments d'incertitudes politiques à l'horizon. L'insertion des jeunes universitaires du parti dans les institutions et leur regroupement au sein d'une organisation de jeunes ne sont pas parvenus à surmonter l'a priori idéologique. L'éviction de Marcel Auguste Denise du secrétariat général du PDCI- RDA avec la caution de ces jeunes a contribué à accentuer la division idéologique entre ces deux générations de militants.

Certes, un conflit larvé était visible au PDCI-RDA depuis mars 1959, mais en 1962, l'unité politique apparente observée jusque-là n'avait pas encore éclaté. Sur cette question, Amadou Koné, personnage clé du conflit entre le PDCI et la JRDACI soutient que les complots de 1963-1964 furent ourdis et mis en exécution par Houphouët lui-même. Ils visaient à l'instauration à son profit d'un pouvoir personnel, dictatorial. Pour atteindre cet objectif, il crut devoir écarter certaines personnalités politiques et mettre à genou le pays tout entier. Le déroulement de ces événements et leurs conséquences pour la Côte d'Ivoire et de nombreux Ivoiriens dépassèrent l'entendement (A. Koné, 2003 :64). Ces propos peuvent constituer une véritable piste de recherche relative aux événements ayant marqué l'Histoire politique de la Côte d'Ivoire. Toutefois, il faut les prendre avec des précautions, dès lors qu'Amadou Koné lui-même fait partie des protagonistes.

Au vu de son statut à la JRDACI, la position défendue par Amadou Koné pouvait aider à cerner les différents contours de cette crise. Mais, elle paraît très orientée. Certes, les méthodes du PDCI-RDA pour résoudre cette crise sont à décrier, mais vouloir défendre sa position tout en incriminant uniquement la partie adverse ne fait point avancer la vérité sur ces événements malheureux. Philippe Grégoire Yacé, alors secrétaire général du PDCI-RDA donna les précisions suivantes: «c'est dans l'opposition manifestée au PDCI-RDA par certains membres de la JRDACI qu'il faut trouver les origines du mouvement subversif d'inspiration communiste

récemment découvert en Côte d'Ivoire » (*Fraternité* du 15 février 1963 : 2).

Des preuves irréfutables soutenaient-elles cette déclaration? Les membres du mouvement des jeunes du PDCI-RDA appartenaient-ils réellement à une organisation d'inspiration communiste clandestine? Les propos tenus par Patrice Adam Yeboua (entretien du 22 mars 2016) peuvent donner un début de réponse à ces interrogations. Il indique en effet qu'Houphouët-Boigny surveillait certains leaders de la JRDACI. Il cherchait des arguments pour les éloigner de la direction du pays. Il y a eu des événements qui l'ont effrayé. C'est pour cela qu'il a précipité les choses. On venait de tuer Kennedy aux États-Unis, le trône d'Hailé Sélassié était menacé, Bourguiba venait de fusiller des gens qui voulaient le renverser en Tunisie. Craignant d'être frappé par le même sort, il a préféré s'attaquer à ceux dont la vision politique ne concorde pas avec lui et c'est nous qu'il a visés en premier.

Ces propos de Patrice Adam Yeboua rejoignent en plusieurs points ceux tenus par le secrétaire général du PDCI-RDA lors de son point de presse évoqué plus haut. Et Philippe Grégoire Yacé lui-même d'ajouter: «complot en Tunisie, grenades au Ghana, assassinat de Sylvanus Olympio, complot contre Taïwan, etc. Ce sont là des actions en chaîne, des actions d'inspiration communiste qui veulent asseoir dans nos pays une idéologie qui nous est parfaitement étrangère » (*Fraternité* du 15 février 1963 : 2). Ces deux propos indiquent qu'il y a eu la précipitation de la part des autorités. Elles craignaient surtout l'effet de contagion.

## ***1.2. Les arrestations des anciens leaders de la JRDACI***

Dès janvier 1963, plusieurs universitaires de la JRDACI, rentrés au gouvernement après le 3<sup>e</sup> congrès de mars 1959, sont démis de leur fonction et mis aux arrêts par un décret pris en conseil des ministres (JORCI numéro 4 du 17 janvier 1963, p 34). Il s'en suit alors plusieurs arrestations, dont des députés, des médecins, des intellectuels, des directeurs centraux d'administration publique, des chefs traditionnels, des anonymes, etc. Parmi les pseudocomploteurs arrêtés, nous trouvons, Charles Bauza Donwahi, Jean Konan Banny, Germain Coffi Gadeau, Amadou Thiam, Jean Baptiste Mockey...

La thèse officielle fait état de la découverte d'activité subversive d'inspiration communiste visant à l'assassinat du président de la

République. Cette crise qui, en 1972 comme l'a indiqué Patrice Adam Yeboua, a fait l'objet d'un non-lieu appelle à des interrogations. Pourquoi, sans preuve concrète, le régime s'est-il permis ces arrestations massives? Le verdict prononcé par la cour de sûreté de l'État, créé à cet effet, est-il le couronnement d'une politique voulue par le président Houphouët pour résoudre l'épineux différend idéologique qui minait le PDCI-RDA ?

La JRDACI était la véritable cible au cours de ces arrestations. Cela ne fait aucun doute, les problèmes idéologiques expliquent en grande partie ces arrestations. Si les universitaires étaient ceux qui étaient les plus visés, pourquoi alors étendre ce nettoyage idéologique à d'autres couches de la société ivoirienne? Philippe Grégoire Yacé et d'autres personnalités mettaient en relief la panique des autorités face à des subversions enregistrées dans plusieurs pays. En réalité, un pays ne se gère pas sur la base de soupçon, nonobstant les divergences politiques réelles. En dépit du pardon tardif de 1972, tous les anciens dirigeants de la JRDACI n'ont pas été intégrés à leur poste. Pourtant leur réintégration aurait favorisé la paix et la réconciliation voulue certainement par le président Houphouët à travers le rassemblement de Yamoussoukro de 1972. La crise politique de 1963 emporte plusieurs universitaires. La formation au marxisme de la plupart de ces universitaires et autres intellectuels explique en grande partie leur déconvenue. Qu'en est-il de l'arrestation et de la mort d'Ernest Boka ?

La création de la JRDACI, mais surtout la victoire des militants de gauche lors du IIIe congrès du PDCI-RDA en 1959 confirme l'activisme idéologique de cette frange de la société ivoirienne qui estime que la lutte entamée en 1946 est déviée. Cette opposition larvée au sein du parti et les présumés complots découverts en 1959, 1963 et 1964 plongent la Côte d'Ivoire dans la tourmente politique. Au cours de cette période agitée, un drame politique va se produire : la mort d'Ernest Boka, président démissionnaire de la Cour suprême de la Côte d'Ivoire indépendante.

Mais face aux circonstances de cette disparition brutale, des interrogations méritent d'être soulevées. En effet, membre du contingent de "l'aventure 46", Ernest Boka fait partie des premiers cadres universitaires promus dès leur arrivée en Côte d'Ivoire. De sa nomination au cabinet du gouverneur Ernest de Nattes à sa démission de février 1964, il fut plus qu'un proche de Félix Houphouët-Boigny. Quelles

raisons a-t-on avancé pour justifier l'arrestation d'une telle personnalité ? Le 2 avril 1964, à Adjamé, à sa résidence, Ernest Boka est mis aux arrêts et conduit manu militari à la présidence de la République de Côte d'Ivoire (Pascal Boka : entretien du 20 mai 2017). Pour Patrice Adam Yeboua, son activisme au sein de la JRDACI était la principale raison de son arrestation. Cette structure de jeunesse soutenait la remise en cause de tout le système jusque-là en place. Certains de ses membres avaient déjà pris position depuis l'Europe contre Félix Houphouët-Boigny au sujet de l'indépendance.

Auguste Daubrey rappelle des raisons purement idéologiques en précisant que la France s'est aperçue qu'il y avait parmi les Ivoiriens, des étudiants, de nouveaux fonctionnaires qui avaient des idées progressistes, qui soutenaient l'indépendance réelle de leur pays et qui avaient une bonne formation. Donc ceux-là pouvaient perturber l'action politique d'Houphouët concertée avec la France (entretien avec Auguste Daubrey : 29 avril 2016). Tous ces témoignages se rapportent au contexte des arrestations et autres intimidations qui perturbaient le climat politique de cette période.

Des auteurs évoquent des raisons idéologiques, politiques et même la manifestation de la guerre froide sur le continent africain et à l'échelle internationale pour expliquer « l'affaire Ernest Boka ». Mais à l'analyse, ces raisons paraissent insuffisantes puisqu'elles semblent communes à toutes les arrestations opérées à partir de janvier 1963, voire même avant. Pour Camille Alliali, l'arrestation de ces personnalités acheva de le convaincre de l'extrême gravité des faits qui conduisaient le président à prendre des décisions par lesquelles il s'aliénait ses lieutenants les plus fidèles, affaiblissait son parti et portait un rude coup à la cohésion nationale. L'ancien collaborateur de Félix Houphouët-Boigny note qu'il a cherché à replacer toute cette affaire dans le contexte de politique africaine et internationale de l'époque (C. Alliali, 2008 : 95).

Certes, on pourrait s'en tenir au propos de Camille Alliali pour expliquer l'arrestation d'Ernest Boka, mais, dès lors que ces mêmes raisons expliquent l'interpellation de Jean Konan Banny, de Charles Donwahi, de Joachim Bony, d'Amadou Koné, de Daubrey Auguste, de Samba Diarra, d'Abdoulaye Fadika, de Bissouma Tapé, de Gon

Coulibaly et autres, elles deviennent transversales et ne peuvent uniquement expliquer ce drame. Le cas Ernest Boka étant particulier puisqu'il s'agit d'un drame politique.

## **2-La fin de la pacification idéologique de la Côte d'Ivoire et l'instauration d'un climat de paix apparent**

Depuis sa création, le PDCI-RDA a été confronté à plusieurs crises politiques. La stratégie habituelle de Félix Houphouët-Boigny pour faire face à ces agitations politiques a fait naître le concept d'humanisme houphouétiste.

### ***2-1-Le pardon du chef de l'État aux adversaires politiques : recherche de la paix ou manipulation ?***

De toute l'histoire du PDCI-RDA, notamment après la rupture controversée de 1950, Félix Houphouët-Boigny a bâti toute sa politique autour du pardon, de la paix, de l'unité, du rassemblement, etc. Des concepts qui au fil des années sont devenus familiers en Côte d'Ivoire.

Les demandes de pardon étaient-elles réellement suscitées par les autorités ivoiriennes ? En indiquant que ceux des prisonniers politiques ou non, qui demandaient à être pardonnés par la République le faisaient contre leur gré, Samba Diarra confirme ainsi que les crises n'ont jamais été résolues. À l'analyse, on est en droit de penser que les adversaires politiques du PDCI-RDA pardonnés et intégrés dans les institutions de l'État n'ont pas été sincères. Ils n'ont jamais voulu demander pardon si ce n'est sous la contrainte. Par ailleurs, plusieurs autres sources confirment ces propos concernant les repentances, les demandes de pardon et les nombreuses mesures de clémence accordées par Houphouët-Boigny sous le parti unique. Sur ce sujet, Charles Nokan témoigne qu'en 1964, il est venu en vacances et on l'a arrêté. Houphouët-Boigny a convoqué ses parents dans le cadre d'une réunion familiale où il devait demander pardon. Il a trouvé cela insultant (entretien avec Charles Nokan : 27 août 2017).

Cette stratégie politique alimentée explique-t-elle la situation de crise politique larvée au sein du parti unique? Pourquoi les adversaires politiques du président acceptent-ils de demander pardon malgré eux? Et pourtant, pendant plusieurs années, ces formes d'arbitrage

politique ont permis de désamorcer des crises majeures en Côte d'Ivoire. Le compte rendu de la réunion du Bureau politique du PDCI-RDA en février 1962 en est une preuve. Le Bureau politique du PDCI (section ivoirienne du RDA) s'est réuni ce jour 2 février 1962 sous la présidence de son président d'honneur Houphouët-Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire. Comme suite aux récentes mesures prises pour libérer tous les détenus politiques de Côte d'Ivoire, le Bureau politique a décidé de lever également l'interdiction de séjour fait à Camille Adam et N'go Blaise. Ceux-ci pourront donc rentrer au pays à tout moment qui leur conviendra (*Fraternité* du 9 février 1962 : 4). En août 1966, les personnes condamnées par la Cour de sûreté de l'État étaient graciées (*JORCI* du 6 août 1966 : 1009-1010). La une du journal *Fraternité* du 8 novembre 1962 en est une autre preuve de l'efficacité de ces compromis politiques dénoncés par Samba Diarra et Charles Nokan.

En dépit des appréhensions à propos de ces rencontres, des solutions durables peuvent en sortir. Lambert Amon Tanoh, ministre de l'Éducation en Côte d'Ivoire, confirme qu'à partir de 1964, aucun étudiant non adhérent à l'UNECI ne pourra prétendre obtenir de secours du gouvernement. Seuls les membres de cette union pouvaient bénéficier du concours de l'État pour leur placement, études terminées dans le secteur public et même dans le secteur privé (*Fraternité* du 8 novembre 1963 : 5). Sincérité, menace ou chantage politique? Que voulait le ministre à travers ces menaces voilées? Voulait-il le pardon des parents pour une sortie heureuse? Tout portait à le croire. En effet, la réaction de ces parents suite aux propos du ministre semblait bien accueillie par le président de la République.

Certes, ces demandes de pardon et de clémences des militants incriminés et l'accord du président semblent avoir un goût politique inachevé si on s'en tient véritablement au fait que les premiers émanent non pas volontairement des « prisonniers » eux-mêmes, mais suscités par des personnes proches du pouvoir. Mais n'est-il pas préférable d'encourager de telles initiatives plutôt que de les incriminer? Laisser la situation au pourrissement participe de l'instabilité politique, frein au développement.

En définitive, deux approches retiennent notre attention sur la question relative aux pardons et clémences du président de la République. Pour certains, les mesures de clémence d'Houphouët-

Boigny sont de pures mises en scène orchestrées par le chef de l'État lui-même et son entourage. En tenant compte de cette position, on peut alors, affirmer que, d'une part, ceux qui demandent pardon font du faux, dès lors que l'initiative n'émane pas librement d'eux, mais de personnes supposées proches du président. Qu'en est-il du pardon et de la clémence accordée par le chef de l'État dans de telles circonstances ? Est-ce un pardon sincère ? À ces questions, la réponse semble évidente.

Objectivement, ces initiatives étaient guidées par une finalité. Il s'agissait pour ceux qui encourageaient ces rencontres d'œuvrer à l'apaisement, à la sérénité. Mais, la résurgence régulière des crises politiques en Côte d'Ivoire laisse penser à un tel manque de sincérité et de manipulation de part et d'autre. Et pourtant, par cette méthode le président s'est tissé une toile de fidèles attachés à sa politique.

## ***2-2. L'attachement du peuple de Côte d'Ivoire au chef de l'État: mythe ou réalité?***

Le 27 juillet 1960, l'Assemblée législative de Côte d'Ivoire s'est réunie pour ratifier les accords de coopération pour le transfert des compétences. Au cours de cette séance parlementaire, le député Jérôme Alloh, ivre de joie s'écrie : « après Dieu, c'est Houphouët » (F. Grah Mel, 2003 : 764). Cette expression du député exprime un sentiment d'amour profond à l'égard de Félix Houphouët-Boigny. À l'analyse des événements, ce sentiment à cette époque était partagé par une large majorité de la population ivoirienne. En effet, depuis avril 1946, année de l'abolition du travail forcé, une sorte de culte s'est développée autour du député de Côte d'Ivoire. Dans tous les hameaux du pays, le nom et les actions du président du RDA étaient chantés par les populations. Ainsi, progressivement, ce dernier va construire une image d'homme ayant pour seule préoccupation la défense des intérêts des populations.

Paul Henri Siriex reconnaît un président désintéressé par les postes politiques et ayant pour seuls soucis la défense des populations. Il indique à ce sujet qu'en février 1956, Guy Mollet faisait demander à Félix Houphouët-Boigny s'il acceptait d'entrer en qualité de ministre délégué à la présidence du Conseil dans le gouvernement qu'il formait. Avant de donner sa réponse, le député ivoirien demandait d'examiner cette proposition avec ses amis. Certains, peu enclins aussi à sous-

estimer le climat d'instabilité ministérielle latente, étaient hésitants sur la réponse à donner. Félix Houphouët-Boigny eut préféré se consacrer à ses responsabilités de responsable du RDA, c'est-à-dire à sa véritable mission, plutôt que devenir ministre dans un gouvernement français (P. H. Siriex 1986 : 154).

À en croire certains témoignages, c'est ainsi que progressivement, Houphouët-Boigny va construire l'image d'un personnage attaché à la défense de son peuple. En dépit des agitations provoquées par la réorientation idéologique du RDA d'octobre 1950, c'est un véritable don d'ubiquité qui caractérise le leader ivoirien que les années ne semblent pas affecter. Associée à sa politique d'unité, de paix et de pardon évoquée plus haut, l'image du président de la République ne fait qu'attirer l'admiration et l'affection des Ivoiriens. Les propos de Jérôme Alloh évoqués précédemment en sont un témoignage de cet attachement des Ivoiriens au « Bélier de Yamoussoukro. » Au fil des années, cette dynamique ne connaîtra point de répit, bien au contraire elle va bonifiant.

La journée de la fidélité à Houphouët-Boigny organisée le 28 septembre 1963 en pleine tempête politique est un indice à un tel attachement. Le déferlement humain ce jour permet de mesurer le degré de fidélité du peuple à son président. Le journal *Fraternité* du 4 octobre 1963 avance le chiffre de 500 000 personnes ce jour. Il évoque la participation de la quasi-totalité des couches socioprofessionnelles du pays à cette manifestation. Cela n'est-il pas représentatif pour mesurer ce degré de fidélité des Ivoiriens à Félix Houphouët-Boigny? Au cours de cette rencontre en effet, plusieurs témoignages d'attachement et de fidélité étaient enregistrés. D'ailleurs, dès l'entame du meeting, Mamadou Coulibaly est catégorique sur l'objectif de la rencontre notamment l'affirmation de l'affection, et l'indéfectible attachement au président Houphouët-Boigny que dix-neuf années de don de soi au service de notre cher pays, désigne désormais à la reconnaissance éternelle de la nation ivoirienne (S. Diarra, 1997 :163).

C'est un président aimé, quasi adoré qui est célébré ce 28 septembre 1963. Au cours de ce meeting, la succession de témoignages de fidélité et d'attachement au chef de l'État reflète-t-il la réalité au sein des populations à cette époque ? Le déferlement humain constaté ce jour était-il libre? Sur cette question, Laurent Gbagbo souligne les dispositions prises par les organisateurs pour faciliter ce déferlement

humain.

Il écrit à ce sujet que des centaines de camions et de cars, loués et mis à la disposition des préfets et sous-préfets, transportèrent sur Abidjan des paysans de toutes les régions, des habitants de toutes les villes (L. Gbagbo, 1983 :41). Certes, toutes ces dispositions ont-elles favorisé ce déferlement humain. Mais le contexte des arrestations et surtout l'idée de la libération des prisonniers ont favorisé cette mobilisation.

## **Conclusion**

L'indépendance et l'instauration du monolithisme politique n'ont nullement apporté la paix et la cohésion sociale comme voulu par les autorités ivoiriennes issues de l'indépendance. Au crépuscule de l'année 1962, des signes de perturbation politique sont régulièrement dénoncés par le régime du Parti unique. Dès lors l'urgence d'une pacification idéologique au sein de ce régime et de tout le corps social ivoirien semblait s'imposer selon les autorités. Ainsi, des politiques, des militaires, des fonctionnaires et des anonymes sont massivement mis aux arrêts et soumis à des humiliations de toutes sortes.

L'objectif de cette opération était de pacifier le régime et la Côte d'Ivoire en mettant fin aux vellétés de subversion communistes découvertes par les autorités ivoiriennes. Mais ces purges au sein du pouvoir a créé un malaise si bien que l'image du régime houphouétiste semblait ternie. Par conséquent, en pleine tempête politique, Houphouët-Boigny décide de donner au régime, une image plus humaine afin de rassurer la nation sur ses ambitions de paix, de concorde, d'unité et de cohésion sociale. Les pardons accordés aux opposants en exil, aux opposants internes et aux étudiants à partir de 1963 obéissent à cette nouvelle volonté du président du PDCI-RDA. Mais, le contexte des demandes de pardon et les réponses du Président posent la problématique de la sincérité de ces demandes et des réponses accordées par le Président.

## Sources et bibliographie

### Sources orales

**ADAM Yeboua Patrice**, ancien secrétaire régional de la JRDACI, ancien prisonnier politique en 1963 entretien du 11 novembre 1942 à Tanda, , mardi 22 mars 2016 à sa résidence à Treichville

**BOKA Pascal**, fils aîné d'Ernest Boka, entretien du 20 mai 2017

**DAUBREY Auguste**, 1<sup>er</sup> janvier 1930 à Troko (S/P SAGO), ancien militant de la jeunesse communiste en France, ancien prisonnier politique en 1963, 29 avril 2016 à sa résidence à Cocody,

**HOULAÏ Tiabas Bernard**, 1935 anciens président de la section académique de la FEANF en Normandie, Mardi 21 juin 2016 à la Riviera 3

**KOUASSI Kouakou André**, 1<sup>er</sup> janvier 1954 à Ouellé, ancien réfugié politique ivoirien en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), Délégué au congrès constitutif du FPI à Dabou, Dimanche 21 août 2016 à sa résidence à Bingerville quartier Feh-Kessé

**KONAN Kakou Charles dit Charles Nokan** 1936, ancien président de la section AECIF de Poitiers.

**GANIN Bertin** -Secrétaire général adjoint du SYNESCI en 1983 3 novembre 2010, au Plateau.

### Sources imprimées

*Abidjan-Matin* du 1<sup>er</sup> octobre 1963

Décret numéro 63-3 du 15 janvier 1963, in *Journal officiel de la Côte d'Ivoire (JORCI)* du 17 janvier 1963

Décret numéro 66-248 du 5 août 1966, in *JORCI* du 6 août 1966, pp 1009-1010

*Fraternité* du 13 janvier 1961

*Fraternité* du 15 janvier 1962

*Fraternité* du 15 février 1963

*Fraternité* du 8 novembre 1963

Rapport du comité de coordination du RDA tenu à Conakry du 8 au 11 juillet 1955

## Bibliographie

- ALLIALI Camille** (2008), *Disciple d'Houphouët-Boigny*, Abidjan, IPCC.
- AMADOU Koné** (2003), *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala.
- DIARRA Samba**, (1997), *Les faux complots d'Houphouët-Boigny*, Paris, Karthala
- GBAGBO Laurent** (1983), *Côte d'Ivoire: pour une alternative démocratique*, Paris, L'Harmattan.
- GRAH MEL Frédéric** (2003), *Félix Houphouët-Boigny: le fulgurant destin d'une jeune proie (?-1960)*, Abidjan, Édition CERAP.
- SIRADIOU Diallo** (1993), *Houphouët-Boigny, le médecin, le planteur et le ministre (1900-1960)*, Paris, collection Destins.
- SIRIEX Paul Henri** (1986), *Houphouët-Boigny ou la sagesse africaine*, Paris, Nathan, Abidjan,